

Unité Inter-départementale Anjou-Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 13 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCI AXXEL BEAUNE

Anjou Actiparc du Layon
49750 BEAULIEU SUR LAYON

Références : 2023-167_INSP_AXXEL BEAUNE – Beaulieu- sur-Layon_RAP
Code AIOT : 0006305863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU) implanté Anjou Actiparc du Layon 49750 Beaulieu-sur-Layon. L'inspection a été annoncée le 10/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection le 12 avril 2023, sur le site de la SCI AXXEL BEAUNE, à Beaulieu-sur-Layon. Cette visite d'inspection s'est attachée à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2023. Lors de la précédente visite d'inspection du 5 juillet 2022, il avait été constaté que l'établissement ne disposait pas des besoins en eau incendie requis pour la défense incendie de la plateforme logistique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU)
- Anjou Actiparc du Layon 49750 Beaulieu-sur-Layon
- Code AIOT : 0006305863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARCOLOG GESTION a été autorisée à exploiter sur la commune de Beaulieu-sur-Layon, dans la zone d'activités Anjou Actiparc du Layon, une plate-forme logistique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 et d'un arrêté préfectoral

de prescriptions complémentaires DIDD-2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011 (classement sous la rubrique principale 1510 de la nomenclature, avec un volume de 471 490 m³). Un changement d'exploitant a été déclaré au profit de la SCI AXCEL BEAUNE en juillet 2022.

L'entrepôt sert de base logistique et de distribution pour les magasins du groupe BOULANGER. L'enjeu principal pour cet établissement est le risque incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suites données au point de non-conformité majeure faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 12 avril 2023 a permis de constater que la non-conformité majeure portant sur la défense incendie et faisant l'objet de la mise en demeure du 10 janvier 2023 a bien été traitée. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : <p>Article 1 APMD 10 janvier 2023 : L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.6.4 alinéas 12 à 17 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none">_ en procédant aux travaux nécessaires pour assurer la disponibilité effective des besoins en eau nécessaires à la défense contre l'incendie évalués conformément à un référentiel en vigueur tel que le document technique D9 du CNPP ;_ en justifiant de la disponibilité effective des débits requis pour la défense incendie (hydrants et/ou réserve d'eau incendie). <p>Article 7.6.4 alinéas 12 à 17, AP du 15 mars 2011 - Poteaux incendie :</p> <p>L'établissement dispose d'une défense incendie des installations, assurée par la mise en place des moyens minimum suivants et accessibles aux services de secours :</p> <p><i>"6 poteaux incendie privés répartis autour du site alimenté par une réserve d'eau incendie de 180 m³ et par le réseau public de la commune de Beaulieu-sur-Layon. Ils sont alimentés de façon à ce que trois d'entre eux puissent fonctionner simultanément et fournir en toutes circonstances un débit total minimum de 180 m³/h, sous une pression dynamique de 1 bar. Les poteaux incendie normalisés (PIN) de diamètre 100 mm, sont implantés à 100 m au maximum des bâtiments et au maximum à 5 m des voies d'accès. Les installations sont utilisables en période de gel. Les agents d'extinction et les débits doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments qui justifient que les produits et les débits d'extinction sont adaptés aux risques."</i></p> <p>Constats : Les besoins d'eau d'extinction incendie ont été évalués à 270 m³/h pour deux heures d'extinction (soit un volume de 540 m³). Ces besoins en eau incendie doivent être assurés par les 6 poteaux incendie du site alimentés par le réseau public (débit de 180 m³/h en fonctionnement simultané de 3 poteaux incendie) et une réserve d'eau incendie de 180 m³.</p> <p>Précédents constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas des débits en eau incendie requis. Le rapport relatif aux dernières mesures de débit réalisées faisait état d'un débit de 80 m³/h en fonctionnement simultané de trois poteaux incendie (cf. rapport S.d.e.r. du 11/01/2022). Dans son mémoire en réponse de juin 2021, l'exploitant indiquait que l'une des trois pompes de la station de surpression alimentant le réseau d'eau public de la communauté de communes de Loire-Layon-Aubance était hors service. Un nouveau test devait être réalisé suite aux réparations à effectuer. Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des difficultés rencontrées pour la mise en conformité du réseau de défense incendie. Par courrier du 20 mai 2022, la communauté de communes Loire Layon Aubance en charge de ce réseau a informé la société AXXEL que des investigations complémentaires étaient nécessaires et seraient menées pour étudier la problématique du réseau de défense incendie et du groupe de surpression et identifier les éventuels travaux à réaliser.</p> <p>En parallèle de ses démarches réalisées auprès de la communauté de communes, l'exploitant avait sollicité un devis pour la mise en place d'une réserve d'eau incendie de 360 m³ dans le cas où le réseau s'avérerait toujours défaillant. Lors de la visite d'inspection du 5 juillet 2022, il a été constaté que cette réserve d'eau incendie n'avait été ni commandée ni mise en place alors que le réseau est défaillant.</p>

Nouveaux constats 2023 :

Par courrier en date du 6 février 2023, l'exploitant a informé la préfecture du Maine-et-Loire de la commande d'une réserve d'eau incendie auprès de l'entreprise SARP OSIS OUEST (cf. lettre de commande du 1/02/2023). Les travaux étaient programmés en mars 2023. Lors de la visite d'inspection du 12 avril 2023, il a été constaté la réalisation effective des travaux avec la mise en place d'une réserve d'eau de 360 m³.

Désormais, la défense incendie du site est assurée par deux réserves d'eau incendie situées à moins de 100 m des bâtiments :

- _ une réserve d'eau incendie de 180 m³ avec un point d'aspiration,
- _ une réserve d'eau incendie de 360 m³ avec 3 points d'aspiration.

Soit un volume total de 540 m³ répondant au besoin en eau incendie requis.

En complément, les 6 poteaux incendie présents autour du site qui peuvent fournir un débit unitaire de 60 m³/h.

L'exploitant a prévu de faire réceptionner l'installation par le service opérations du SDIS et de transmettre les justificatifs.

Ces éléments répondent aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 janvier 2023.

=>Au regard de ces constats et des justificatifs fournis, l'inspection des installations classées propose au Préfet de lever la mise en demeure sur ce point relatif à la défense incendie.

Observations:

Compte tenu des modifications apportées à la défense incendie externe, il y aura lieu d'actualiser les prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 => Cette mise à jour sera réalisée ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet